



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention  
des risques environnementaux

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1997, modifié le 23 novembre 2006, autorisant la SCEA LE POINT DU JOUR à exploiter au lieu-dit « Le Bourg » à Kerpert, un élevage avicole ;
- VU la demande présentée le 27 novembre 2018 par SCEA LE POINT DU JOUR représentée par M. Lotout, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerberthou » à Saint-Nicolas-du-Pelem, en vue d'effectuer à Kerpert au lieu-dit « Le Bourg » ;
- l'augmentation des effectifs avicoles soit après projet 81320 poulettes, dont 16320 élevées au sol et 65000 élevées en volières avec la mise à jour de la gestion des déjections ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 mars 2019 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 mars 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet ne prévoit aucune nouvelle construction et consiste essentiellement en l'adaptation de l'installation aux conditions du marché ;

CONSIDÉRANT que 40 % des fumiers produits sur l'exploitation seront repris par la société Terrial à destination d'une fabrique d'engrais et d'amendement organique et que les PVEF présentés dans le dossier atteste de la capacité des prêteurs de terre à respecter l'équilibre de la fertilisation azotée sur les terres qu'ils exploitent ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**ARRÊTE :**

**Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

L'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 est abrogé.

**Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1997 sont modifiées comme suit :**

« La SCEA LE POINT DU JOUR, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerberthou » à Saint-Nicolas-du-Pelem est autorisée à exploiter à Kerpert au lieu-dit « Le Bourg » à moins de 100 mètres des habitations des tiers les plus proches, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande un élevage avicole (poulettes démarrées au sol et en volières), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 16671 unités par an. »

**Article 2 : Nature des installations**

2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D, E, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2111	1)	A	Élevage de volailles	poulettes démarrées au sol et en volières	Classé au titre de la rubrique n °3660				
3660	a)	A	Elevage de volailles	poulettes démarrées au sol et en volières	Nombre total d'emplacements	> 40 000 emplacements	1 place de poulette démarrée = 1 emplacement	81320	Emplacements

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; DC : (déclaration contrôle périodique) ; E : (enregistrement) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6 a)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**2.2 Situation de l'établissement**

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'installation	Section	Parcelles
Kerpert	Élevage de volailles	B	593, 595, 596, 597, 598 et 1650

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

### 2.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles (poulaillers et annexes)**

### 3.1 - Aménagement des bâtiments

3.1.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 480 m<sup>2</sup>.

3.2 - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

3.3 - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.4 - Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.5 - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

### 3.6. - Sécurité

3.6.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.6.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.6.3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

## **Article 4 : Prescriptions particulières concernant le transfert des effluents bruts**

4.1.- A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- la date de départ ;
- le type de produit ;
- les quantités enlevées en tonnes et en m<sup>3</sup> ;
- le cas échéant, la dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, l'exploitant devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

## 4.2 - Stockage des effluents bruts

### 4.2.1.- Stockage des effluents bruts destinés à être épandus sur les terres du pétitionnaire ou du prêteur

Le stockage au champ doit respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, relatives au stockage au champ des fumiers, définies dans l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

### 4.2.2 – Stockage des bruts destinés à être repris par une société prestataire de service

Les effluents bruts destinés à être repris par une société prestataire de service en vue d'être dirigée vers une installation classée sous la rubrique n°2780 régulièrement déclaré sont repris directement à la vidange des poulaillers.

Sauf cas de force majeure et après accord du service de l'inspection des installations classées, les effluents bruts destinés à être repris par une société prestataire de service ne peuvent pas être stockés sur le site d'exploitation ou sur une parcelle d'épandage.

## **Article 5 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants**

L'exploitant est autorisé à prélever via le forage existant sur la parcelle cadastrée section B n°1650 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un compteur volumétrique sera installé ;
- un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

## **Article 6 : Dispositions communes**

**Les dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1997 sont modifiées comme suit :**

« Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

## **Article 7 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Kerpert pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Kerpert pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois ;

### **Article 8 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télécours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 9 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Kerpert et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

03 AVR. 2019

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara

